

Art. 51. Tout arrêté de retrait d'un permis ou d'autorisation comprend au moins :

- 1° l'indication du jour de la prise d'effet du retrait;
- 2° une mention indiquant que le retrait est définitif;
- 3° selon le cas, une description circonstanciée des nouveaux effets préjudiciables de l'activité pour le milieu marin ou une indication des conditions d'application qui n'ont pas été respectées.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 52. L'arrêté royal du 20 décembre 2000 établissant la procédure d'octroi des permis et autorisations requis pour certaines activités exercées dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique est abrogé.

Art. 53. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 septembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

Art. 51. Ieder besluit tot intrekking van een vergunning of machtiging bevat minstens :

- 1° een bepaling van de dag waarop de intrekking uitwerking heeft;
- 2° een vermelding dat de intrekking definitief is;
- 3° al naargelang van het geval, een omstandige beschrijving van de nieuwe nadelige gevolgen van de activiteit voor het mariene milieu of een aanduiding van de geschonden gebruiksvoorwaarden.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 52. Het koninklijk besluit van 20 december 2000 houdende de procedure tot vergunning en machtiging van bepaalde activiteiten in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België wordt opgeheven.

Art. 53. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 september 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2003 — 3585

[C — 2003/14213]

9 SEPTEMBRE 2003. — Arrêté royal fixant les règles relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement en application de la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, en particulier les articles 28, 29 et 30;

Considérant que la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, telle que modifiée par la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997, prévoit une procédure grâce à laquelle, dans l'exécution d'un projet, une décision peut être prise en pleine connaissance de cause en ce qui concerne les effets environnementaux importants du projet auxquels on peut s'attendre;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.786/1/V donné le 21 août 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :
CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique;

2° « le ministre » : le ministre ou secrétaire d'Etat qui a la protection du milieu marin dans ses attributions;

3° « l'administration » : l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord et de l'Estuaire de l'Escaut, comme mentionnée à l'arrêté royal du 29 septembre 1997 transférant l'Unité de Gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord et de l'Estuaire de l'Escaut à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2003 — 3585

[C — 2003/14213]

9 SEPTEMBER 2003. — Koninklijk besluit houdende de regels betreffende de milieu-effectenbeoordeling in toepassing van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene-milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, inzonderheid op de artikelen 28, 29 en 30;

Overwegende dat de richtlijn 85/337/EG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieu-effectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten, zoals gewijzigd bij richtlijn 97/11/EG van de Raad van 3 maart 1997 een procedure voorziet waarbij voor de uitvoering van een project met volledige kennis van zaken een besluit moet kunnen genomen worden wat betreft de daarvan te verwachten aanzienlijke milieu-effecten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 35.786/1/V, gegeven op 21 augustus 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :
HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België;

2° « de minister » : de minister of staatssecretaris die de bescherming van het mariene milieu onder zijn bevoegdheid heeft;

3° « het bestuur » : de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee en het Schelde-estuarium, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 29 september 1997 houdende overdracht van de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee en het Schelde-estuarium naar het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen;

4° « l'autorité compétente » : l'autorité compétente en matière d'octroi de permis ou autorisations pour des activités qui, conformément à l'article 28 de la loi, sont soumises à une évaluation des incidences sur l'environnement;

5° « la Convention d'Espoo » : la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière et les Appendices I, II, III, IV, V, VI et VII, faits à Espoo le 25 février 1991 et approuvés par la loi du 9 juin 1999;

6° « activité à dimension transfrontière » : une activité qui, conformément à l'article 28 de la loi est soumise à une évaluation des incidences sur l'environnement et qui fait partie du champ d'application de la Convention d'Espoo ou de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.;

7° « jour » : un jour calendrier.

8° « notifier » : l'envoi par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception;

9° « le traitement d'une demande » : l'enquête, l'avis et la décision sur une demande qui est complète et recevable ou qui est supposée l'être.;

Art. 2. Pour les notifications, les délais prennent cours le lendemain de la date indiquée par le cachet de la poste. Les délais expirent le dernier jour à minuit.

Art. 3. L'administration est compétente pour effectuer toutes évaluations des incidences sur l'environnement requises conformément à l'article 28 de la loi.

CHAPITRE II. — *Evaluation des incidences sur l'environnement d'activités préalablement à l'octroi d'un permis ou d'une autorisation*

Section 1^{re}. — L'étude d'incidences

Art. 4. Le ministre arrête la liste des activités pour lesquelles, vu le peu d'importance du préjudice qu'elles peuvent causer au milieu marin, l'étude d'incidences est effectuée à l'aide d'un formulaire standard.

Le formulaire standard est arrêté par le ministre.

Art. 5. Pour les activités autres que celles visées à l'article 4, l'étude d'incidences est effectuée suivant les dispositions des articles 6 à 11 ci-après. L'étude d'incidences est soumise à l'administration sous forme digitale et sur support papier.

Art. 6. L'étude d'incidences est effectuée sous la conduite d'un coordinateur. Ce coordinateur peut être un employé du demandeur.

Il s'efforce d'accomplir sa mission dans une parfaite indépendance intellectuelle. Le demandeur doit y contribuer dans la mesure de ses moyens.

Pendant et après l'exécution de sa fonction de coordinateur, un coordinateur-employé ne peut être licencié qu'après que le conseil d'entreprise ou, en absence de cet organe, la délégation syndicale n'ait été informé de l'intention de ce licenciement de ses motifs précis et n'ait pris un point de vue en la matière.

Art. 7. § 1. Celui qui souhaite entreprendre une activité visée à l'article 28, § 1^{er} de la loi, avertit l'administration de son intention de procéder à une étude d'incidence. L'avertissement est notifié à l'administration et comprend une description succincte de l'activité projetée.

§ 2. Le cas échéant, cet avertissement mentionne s'il souhaite l'application de l'article 28, § 5 de la loi. Le ministre lui notifie sa décision sur ce point dans les trente jours qui suivent l'avertissement.

Art. 8. L'étude d'incidences comporte une partie relative à l'activité projetée en tant que telle, une partie concernant les incidences de l'activité projetée sur le milieu marin et un résumé non technique des deux parties mentionnées ci-avant.

4° « de bevoegde overheid » : de overheid bevoegd tot het verlenen van de vergunningen en machtigingen voor de activiteiten die overeenkomstig artikel 28 van de wet zijn onderworpen aan milieueffectenbeoordeling;

5° « Verdrag van Espoo » : het Verdrag inzake milieu-effectrapportage in grensoverschrijdend verband en zijn Aanhangsels I, II, III, IV, V, VI en VII, gedaan te Espoo op 25 februari 1991 en goedgekeurd bij wet van 9 juni 1999;

6° « activiteit met grensoverschrijdende dimensie » : een activiteit die overeenkomstig artikel 28 van de wet is onderworpen aan milieueffectenbeoordeling en die is inbegrepen in het toepassingsgebied van het Verdrag van Espoo of van de richtlijn 85/337/EEG van de Raad van 27 juni 1985 betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten;

7° « dag » : kalenderdag;

8° « betekenen » : het verzenden bij ter post aangetekende brief, met bericht van ontvangst;

9° « het behandelen van een aanvraag » : het onderzoek, de advisering van en de beslissing over een aanvraag die volledig en ontvankelijk is of geacht wordt te zijn.

Art. 2. Bij betekening gaan de termijnen in op de dag na de datum van de poststempel. De termijnen verstrijken om middernacht van de laatste dag.

Art. 3. Het bestuur is bevoegd voor het verrichten van elke milieueffectenbeoordeling die overeenkomstig artikel 28 van de wet moet gebeuren.

HOOFDSTUK II. — *De milieueffectenbeoordeling van activiteiten voorafgaandelijk aan het verlenen van een vergunning of machtiging*

Afdeling I. — Het milieu-effectenrapport

Art. 4. De minister stelt de lijst vast van de activiteiten waarvoor, gelet op het geringe nadeel dat zij aan het mariene milieu kunnen berokkenen, het milieueffectenrapport wordt opgesteld door invulling van een modelformulier.

Het modelformulier wordt door de minister vastgesteld.

Art. 5. Voor de andere activiteiten dan deze bedoeld in artikel 4 gebeurt het opstellen van het milieueffectenrapport overeenkomstig de bepalingen van artikelen 6 tot 11 hierna-volgend. Het milieueffectenrapport wordt aan het bestuur op papier en in digitale vorm voorgelegd.

Art. 6. Het opstellen van het milieueffectenrapport gebeurt onder leiding van een coördinator. Deze coördinator kan een werknemer zijn van de aanvrager.

Hij streeft ernaar zijn opdracht uit te voeren in volledige intellectuele onafhankelijkheid. De aanvrager moet hiertoe in de mate van zijn mogelijkheden bijdragen.

Een coördinator-werknemer kan tijdens en na het uitvoeren van zijn functie als coördinator enkel worden ontslagen nadat de ondernemingsraad, of bij ontstentenis van dit orgaan, de vakbondsafvaardiging over het voornemen van ontslag en zijn precieze motieven is ingelicht en terzake een standpunt heeft ingenomen.

Art. 7. § 1. Diegene die een in artikel 28, § 1 van de wet vermelde activiteit wenst te ondernemen, laat het bestuur weten dat hij een milieueffectenrapport gaat opstellen. De kennisgeving wordt aan het bestuur betekend en omvat een beknopte omschrijving van de voorgenomen activiteit.

§ 2. In voorkomend geval vermeldt deze kennisgeving of hij toepassing wenst van artikel 28, § 5 van de wet. Binnen de dertig dagen na betekening van de kennisgeving betekent de minister hem zijn beslissing terzake.

Art. 8. Het milieueffectenrapport bevat een deel betreffende de voorgenomen activiteit als dusdanig, een deel betreffende de effecten van de voorgenomen activiteit op het mariene milieu en een niet-technische samenvatting van beide voornoemde delen.

Art. 9. La partie concernant l'activité projetée comprend:

1° une description des objectifs de l'activité;

2° une description de l'activité comprenant, en particulier:

a) une description des caractéristiques physiques de l'activité dans l'espace et dans le temps;

b) une description de la nature et des quantités des moyens techniques et matériaux employés dans l'exercice de l'activité;

c) une note permettant d'évaluer le savoir-faire qui sera à la disposition du demandeur dans l'exercice de l'activité projetée et, notamment, un aperçu des références, diplômes et titres professionnels des principaux membres du personnel de direction et un aperçu des activités principales auxquelles le demandeur a participé dans les trois dernières années antérieures à la demande;

d) le cas échéant, une description des principales caractéristiques des processus de production, y compris l'emploi d'énergie et de matières premières, et un pronostic de la nature et de la quantité des déchets et émissions auxquels on s'attend suite à l'exercice de l'activité;

3° une description des alternatives à l'activité devant raisonnablement être prises en considération, entre autres en matière d'emplacement, de modalité d'exécution ou de dispositions relatives à l'environnement.

Art. 10. La partie relative aux incidences de l'activité projetée sur le milieu marin comprend :

1° une description des méthodes employées pour déterminer et évaluer :

a) l'état actuel du milieu marin,

b) l'évolution probable de l'état actuel si, ni l'activité projetée ni, une des alternatives décrites ne sont entreprises;

c) les effets probables de l'activité et des alternatives décrites sur le milieu marin;

2° une description de l'état actuel du milieu marin, pour autant que l'activité projetée ou les alternatives décrites soient susceptibles de l'affecter, et une description de l'évolution du milieu marin à laquelle on peut s'attendre si, ni l'activité, ni les alternatives ne sont mises en oeuvre;

3° une description et une appréciation des incidences significatives sur le milieu marin auxquelles il faut s'attendre du fait de l'activité et des alternatives décrites et notamment, le cas échéant, sur : la faune, la flore, la biodiversité et l'homme, le fond marin, l'eau, l'atmosphère et les facteurs climatiques, les ressources énergétiques et en matières premières, la vue sur la mer, les biens matériels et le patrimoine culturel et les rapports réciproques entre lesdits facteurs; les incidences sur l'environnement à décrire et à apprécier comprennent les incidences directes et indirectes, secondaires, cumulatives, et synergétiques, permanentes et temporaires, positives et négatives à courte, moyenne et longue échéance;

4° une indication des prescriptions légales et réglementaires internationales et nationales qui, du point de vue de la politique environnementale, s'appliquent à l'exercice de l'activité ou des alternatives décrites ainsi qu'une enquête établissant la mesure dans laquelle l'activité ou les alternatives sont compatibles avec ces prescriptions;

5° une comparaison de l'activité avec les alternatives décrites, sur base de:

a) l'examen des incidences sur le milieu marin;

b) la compatibilité avec les prescriptions légales et réglementaires internationales et nationales;

c) une évaluation globale eu égard aux objectifs et aux principes généraux de la loi;

Art. 9. Het deel betreffende de voorgenomen activiteit als dusdanig bevat :

1° een beschrijving van de doelstellingen van de activiteit;

2° een beschrijving van de activiteit, met in het bijzonder :

a) een beschrijving van de fysische kenmerken van de activiteit in de ruimte en in de tijd;

b) een beschrijving van de aard en de hoeveelheden van de technische middelen en materialen die bij de uitvoering van de activiteit worden gebruikt;

c) een nota die het mogelijk maakt de know how te beoordelen die de aanvrager ter beschikking zal staan bij de uitvoering van de voorgenomen activiteit, en met name een overzicht van de referenties, diploma's en beroepstitels van het voornaamste leidinggevend personeel en een overzicht van de voornaamste activiteiten waaraan de aanvrager heeft deelgenomen de laatste drie jaren voorafgaand aan de aanvraag;

d) in voorkomend geval, een beschrijving van de voornaamste kenmerken van de productieprocessen met inbegrip van de aanwending van energie en grondstoffen en een prognose van de aard en hoeveelheid van de verwachte reststoffen en emissies ten gevolge van het uitoefenen van de activiteit;

3° een beschrijving van de redelijkerwijze in beschouwing te nemen alternatieven voor de activiteit, onder andere inzake lokalisatie, inzake wijze van uitvoering of inzake milieu-voorzieningen.

Art. 10. Het deel betreffende de effecten van de voorgenomen activiteit op het mariene-milieu bevat :

1° een beschrijving van de methodes die werden gebruikt voor de bepaling en de waardering van :

a) de bestaande toestand van het mariene-milieu;

b) de vermoedelijke ontwikkeling van de bestaande toestand indien noch de voorgenomen activiteit noch één van de beschreven alternatieven wordt ondernomen;

c) de vermoedelijke effecten op het mariene milieu van de activiteit en de beschreven alternatieven;

2° een beschrijving van de bestaande toestand van het mariene milieu, voorzover de voorgenomen activiteit of de beschreven alternatieven daarvoor gevolgen kunnen hebben, en een beschrijving van de te verwachten ontwikkeling van dat mariene milieu indien noch de activiteit noch één van de alternatieven wordt ondernomen;

3° een beschrijving en waardering van de te verwachten betekenisvolle effecten van de activiteit en van de beschreven alternatieven op het mariene milieu en met name, in voorkomend geval, op : de fauna, de flora, de biodiversiteit en de mens, de bodem, het water, de atmosfeer en klimatologische factoren, de energie- en grondstoffenvoorraden, het zeegezicht, de materiële goederen en het culturele erfgoed, en de onderlinge wisselwerkingen tussen de voornoemde factoren; de te beschrijven en waarden effecten omvatten de directe en indirecte, secundaire, cumulatieve en synergetische, permanente en tijdelijke, positieve en negatieve effecten op korte, middellange en lange termijn;

4° een aanduiding van de internationale en nationale wettelijke en reglementaire voorschriften die vanuit het oogpunt van het milieubeleid relevant zijn bij de uitvoering van de activiteit of de beschreven alternatieven, en een onderzoek naar de mate waarin de activiteit of de alternatieven daarmee verenigbaar zijn;

5° een vergelijking tussen de activiteit en de beschreven alternatieven op grond van :

a) het onderzoek naar de effecten op het mariene-milieu;

b) de verenigbaarheid met de internationale en nationale wettelijke en reglementaire voorschriften;

c) een globale evaluatie ten aanzien van de algemene doelstellingen en beginselen van de wet;

6° une description de la manière dont, dans la préparation de l'activité, il a été tenu compte des incidences significatives sur le milieu marin auxquelles il faut s'attendre et une description des mesures qu'il est possible de prendre pour éviter les incidences négatives de l'activité sur le milieu marin, les limiter et/ou les compenser par des bénéfices environnementaux;

7° une description des dispositions qui pourraient raisonnablement être envisagées pour assurer une surveillance convenable des incidences sur le milieu marin.

Cette partie est élaborée au cas par cas selon qu'il convient. Le cas échéant, elle sera complétée d'un aperçu des difficultés, telles que lacunes d'ordre technique ou manque de connaissances rencontrées lors de la collecte et du traitement des informations requises.

Art. 11. Le résumé non technique doit donner à l'autorité compétente une idée des effets de l'activité projetée sur le milieu marin.

Ce résumé porte sur:

1° la description de l'activité projetée et des alternatives qui sont raisonnablement à prendre en considération;

2° les difficultés rencontrées dans la collecte et le traitement de l'information requise;

3° les résultats de la comparaison entre l'activité et les alternatives décrites;

4° la manière dont il a été tenu compte dans la préparation de l'activité des incidences significatives sur le milieu marin auxquelles il faut s'attendre et les mesures éventuelles visant à éviter les incidences négatives, à les limiter et/ou si c'est possible à les compenser;

5° les dispositions qu'il est possible de prendre pour assurer le monitoring des effets de l'activité sur le milieu marin.

Art. 12. Préalablement à l'introduction de l'étude d'incidences ou de la demande de permis ou d'autorisation de l'activité, le demandeur peut solliciter le point de vue de l'administration des informations sur la manière dont est doit être élaborée l'étude d'incidences. Il le notifie à l'administration. Celle-ci invite, par retour du courrier, le demandeur à une réunion informative.

Les frais éventuels d'examen préalable du projet des activités mentionnées au premier paragraphe sont couverts par une rétribution à charge du demandeur, conformément à l'article 18. Ils sont calculés comme à l'article 19, § 1^{er}, 2°, sur base des prestations réellement effectuées.

La rétribution est payable sur présentation d'un état de frais par l'administration. Elle reste due même si le demandeur renonce à sa demande.

Section II. — Suite de la procédure et évaluation des incidences sur l'environnement

Art. 13. Lorsque, suivant la procédure qui est d'application, la demande n'est pas introduite auprès de l'administration, l'autorité compétente procède immédiatement à la transmission d'un exemplaire complet de la demande, y compris l'étude d'incidences, à l'administration. Si le demandeur le souhaite, peut au préalable faire usage de la procédure défini à l'article 12.

Art. 14. Lorsque l'administration dispose de la preuve du paiement de la rétribution conformément à l'article 19 et lorsque, suivant la procédure qui est d'application, l'autorité compétente a entrepris le traitement de la demande, l'administration passe immédiatement à l'évaluation des incidences sur l'environnement de l'activité projetée.

Art. 15. L'administration vérifie que le rapport d'incidences est complet et concluant. Elle vérifie notamment que les données communiquées et leur appréciation sont, tant considérées séparément que dans leurs relations mutuelles, complètes et concluantes.

L'administration peut compléter et améliorer l'étude d'incidences en chacune des parties pour lesquelles elle le juge souhaitable. Elle peut à cette fin soit inviter le demandeur à apporter à l'étude des compléments et améliorations, soit le faire ou le faire faire elle-même. Elle peut pour ce faire effectuer ou faire effectuer toutes recherches qu'elle juge utiles suivant les besoins du dossier.

6° een beschrijving van de wijze waarop rekening werd gehouden met de te verwachten betekenisvolle effecten op het mariene milieu bij het uitwerken van de activiteit en een beschrijving van de maatregelen die mogelijk zijn om nadelige effecten van de activiteit te vermijden, te beperken en/of te compenseren door milieuvoordelen;

7° een beschrijving van de voorzieningen die redelijkerwijze kunnen worden getroffen om een behoorlijke monitoring te verzekeren van de effecten van de activiteit op het mariene milieu.

Dit deel wordt uitgewerkt per geval op passende wijze. In voorkomend geval wordt het aangevuld met een overzicht van de moeilijkheden, zoals technische leemten of ontbrekende kennis, die werden ondervonden bij het verzamelen en verwerken van de vereiste informatie.

Art. 11. De niet-technische samenvatting moet de bevoegde overheid een inzicht geven in de effecten van de voorgenomen activiteit op het mariene-milieu.

De samenvatting betreft:

1° de beschrijving van de voorgenomen activiteit en van de redelijkerwijze in aanmerking te nemen alternatieven;

2° de moeilijkheden die werden ondervonden bij het verzamelen en verwerken van de vereiste informatie;

3° de resultaten van de vergelijking tussen de activiteit en de beschreven alternatieven;

4° de wijze waarop rekening werd gehouden met de te verwachten betekenisvolle effecten op het mariene milieu bij het uitwerken van de activiteit en de mogelijke maatregelen om nadelige effecten te vermijden, te beperken en/of zo mogelijk te compenseren;

5° de voorzieningen die kunnen worden getroffen om de monitoring van de effecten van de activiteit op het mariene milieu te verzekeren.

Art. 12. Voorafgaandelijk aan het indienen van het milieu-effectenrapport of van de aanvraag voor een vergunning of machtiging van de activiteit, kan de aanvrager het bestuur om informatie vragen inzake de wijze waarop het milieu-effectenrapport moet worden uitgewerkt. Hij betekent dit aan het bestuur. Deze laatste nodigt, per kerende post, de aanvrager uit op een informatieve vergadering.

De eventuele kosten van de activiteiten bedoeld in de eerste paragraaf worden gedekt door een retributie ten laste van de aanvrager en overeenkomstig artikel 18. Deze worden zoals in artikel 19, § 1, sublitera 2°, berekend op basis van effectief uitgevoerde prestaties.

De retributie is betaalbaar op voorlegging van een onkostenstaat door het bestuur en blijft verschuldigd zelfs indien de aanvrager afziet van zijn aanvraag.

Afdeling II. — Verdere procedure en milieu-effectenbeoordeling

Art. 13. Wanneer luidens de procedure die van toepassing is, de aanvraag niet wordt ingediend bij het bestuur, zorgt de bevoegde overheid onmiddellijk voor doorzending aan het bestuur van een volledig exemplaar van de aanvraag, inclusief het milieu-effectenrapport. Indien de aanvrager het wenst, kan hij voorafgaandelijk gebruik maken van de in artikel 12 omschreven procedure.

Art. 14. Wanneer het bestuur beschikt over het bewijs van betaling van de retributie overeenkomstig artikel 19 en wanneer luidens de procedure die van toepassing is de aanvraag door de bevoegde overheid in behandeling is genomen, gaat het bestuur onmiddellijk over tot de milieu-effectenbeoordeling van de voorgenomen activiteit.

Art. 15. Het bestuur gaat na of het milieu-effectenrapport volledig en afdoende is. Zo met name gaat het na of de meegedeelde gegevens en hun waardering, afzonderlijk beschouwd en in hun onderlinge samenhang, volledig en afdoende zijn.

Het bestuur kan het milieu-effectenrapport aanvullen en bijwerken op elk onderdeel waarvoor het aanvulling of bijwerking aangewezen acht. Het kan hiertoe de aanvrager om aanvulling en bijwerking verzoeken of de aanvulling en bijwerking zelf verrichten of doen verrichten. Het kan hiertoe alle onderzoeken uitvoeren of doen uitvoeren die het, overeenkomstig de noodwendigheden van het dossier en naar redelijkheid, nuttig acht.

Art. 16. Dans l'évaluation des incidences sur l'environnement, l'administration donne un avis sur la question de savoir si l'activité projetée est acceptable pour le milieu marin.

Dans les cas où l'administration estime l'activité projetée acceptable elle donne, dans l'évaluation des incidences sur l'environnement, également un avis sur :

- les conditions auxquelles l'activité est acceptable;
- le monitoring des effets de l'activité qui doit être assuré et, le cas échéant et dans la mesure du possible, une estimation indicative de la rétribution qui sera due à cette fin conformément à l'article 24;
- les réparations en bénéfices environnementaux qui sont indiquées pour compenser les incidences négatives de l'activité.

Art. 17. Sauf disposition contraire dans la législation régissant la procédure de permis ou d'autorisation, l'administration transmet l'évaluation des incidences sur l'environnement à l'autorité compétente au plus tard quinze jours avant l'expiration du délai prévu pour statuer sur la demande.

Si, suivant la procédure qui est d'application, l'administration doit émettre un avis sur la demande, l'évaluation des incidences sur l'environnement est jointe à l'avis.

Section III. — La rétribution

Art. 18. Les rétributions dues conformément à l'article 30, § 2 de la loi sont payables à l'administration. Elles sont versées au numéro de compte désigné à cette fin par le ministre.

Art. 19. § 1. L'administration estime le montant de la rétribution sur base des données apparaissant dans la demande et, en particulier, dans l'étude d'incidences.

L'estimation de la rétribution comporte quatre parties:

- 1° une indemnité pour les frais administratifs d'ouverture de dossier, fixée à 125 EURO;
- 2° une indemnité pour les frais administratifs, correspondant à l'exécution de l'évaluation des incidences sur l'environnement, à fixer suivant le nombre de journées de travail par homme nécessaires sur la base d'un tarif de 395 EURO (à l'indice 112,37, base 1996) par journée de travail par homme, indexé annuellement suivant l'indice des prix à la consommation;
- 3° une indemnité pour les recherches nécessaires, à établir pour chaque demande conformément à l'article 15, et à estimer au prix coûtant;
- 4° une indemnité pour les frais administratifs de transmission du dossier à l'autorité compétente y compris, le cas échéant, l'établissement des pièces devant faire partie du permis ou de l'autorisation demandés; cette indemnité est calculée de la même manière qu'au 2° ci-dessus.

§ 2. L'administration notifie l'estimation de la rétribution au demandeur. Elle y joint l'avertissement que conformément aux articles 29 et 30 de la loi une rétribution sera également due pour d'éventuelles recherches devant permettre l'évaluation des incidences sur l'environnement de l'activité après l'octroi du permis ou de l'autorisation.

§ 3. Après avoir pris connaissance de l'estimation de la rétribution, le demandeur peut décider de renoncer à sa demande de permis ou d'autorisation. Lorsqu'il renonce à sa demande, il n'est tenu qu'au paiement à l'administration des frais administratif d'ouverture de dossier. Il notifie sa décision à l'autorité auprès de laquelle il a introduit sa demande en y ajoutant la preuve du paiement des frais administratifs d'ouverture du dossier d'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 4. Il ne peut être procédé à l'évaluation des incidences sur l'environnement qu'après que la rétribution estimée ait été préalablement payée. Le demandeur notifie la preuve de ce paiement à l'administration.

Art. 16. In de milieu-effectenbeoordeling adviseert het bestuur over de aanvaardbaarheid van de voorgenomen activiteit voor het mariene-milieu.

In de gevallen waar het bestuur de voorgenomen activiteit aanvaardbaar acht, adviseert het in de milieu-effectenbeoordeling ook over:

- de voorwaarden waaronder de activiteit aanvaardbaar is;
- de monitoring van de effecten van de activiteit die dient te gebeuren en, desgevallend en indien mogelijk, een indicatieve begroting van de retributie die hiervoor conform artikel 24 zal moeten worden betaald;
- de compensatie in milieuvoordelen die aangewezen is voor de nadelige effecten van de activiteit.

Art. 17. Tenzij anders is bepaald in de wetgeving die de vergunnings- of machtigingsprocedure beheerst, zendt het bestuur de milieu-effectenbeoordeling door aan de bevoegde overheid uiterlijk vijftien dagen vóór het einde van de termijn die is bepaald om over de aanvraag te beslissen.

Indien luidens de procedure die van toepassing is het bestuur een advies dient uit te brengen omtrent de aanvraag, wordt de milieu-effectenbeoordeling gevoegd bij dit advies.

Afdeling III. — De retributie

Art. 18. De retributies verschuldigd overeenkomstig artikel 30, § 2 van de wet zijn betaalbaar aan het bestuur. Zij worden gestort op het daartoe door de minister bepaald rekeningnummer.

Art. 19. § 1. Het bestuur raamt het bedrag van de retributie op basis van de gegevens vervat in de aanvraag, inzonderheid het milieu-effectenrapport.

De raming van de retributie omvat vier delen:

- 1° een vergoeding voor de administratieve kost van de dossieropening, te begroten op 125 EURO;
- 2° een vergoeding voor de administratieve kost overeenstemmend met de uitvoering van de milieu-effectenbeoordeling, te begroten naar de vereiste mandagen, op basis van een tarief van 395 EURO (index 112,37, basis 1996) per mandag, jaarlijks te indexeren volgens de index der consumptieprijzen;
- 3° een vergoeding voor de vereiste onderzoeken, te selecteren per aanvraag conform artikel 15 en te begroten naar kostprijs;
- 4° een vergoeding voor de administratieve kosten voor het overmaken van het dossier aan de bevoegde overheid, met inbegrip in voorkomend geval van het opstellen van de stukken die deel moeten uitmaken van de aangevraagde vergunning of machtiging; deze vergoeding wordt op dezelfde manier berekend als in het hiervoor vermelde 2°.

§ 2. Het bestuur betekent de raming van de retributie aan de aanvrager. Aan de raming wordt de mededeling toegevoegd dat overeenkomstig de artikelen 29 en 30 van de wet voor eventuele onderzoeken tot milieu-effectenbeoordeling van de activiteit na vergunning of machtiging eveneens een retributie zal zijn verschuldigd.

§ 3. Na kennisneming van de raming van de retributie kan de aanvrager beslissen af te zien van zijn aanvraag tot vergunning of tot machtiging. Wanneer hij afziet van zijn aanvraag is hij enkel gehouden tot betaling aan het bestuur van de administratieve kost voor de dossieropening. Hij betekent zijn beslissing aan de overheid waarbij hij zijn aanvraag heeft ingediend, met toevoeging van het bewijs van betaling van de administratieve kosten voor de dossieropening inzake de milieu-effecten-beoordeling.

§ 4. De milieu-effectenbeoordeling kan enkel worden uitgevoerd na voorafgaandelijke betaling van de geraamde retributie. De aanvrager betekent het bewijs van de betaling van deze retributie aan het bestuur.

§ 5. Le demandeur paie la rétribution due dans un délai de trente jours à compter de la notification visée au § 2.

§ 6. Si à l'issue de l'évaluation des incidences sur l'environnement il apparaît que le coût réel de l'évaluation est inférieur à la rétribution qui a été payée, l'administration rembourse le solde au demandeur du permis ou de l'autorisation.

Si dans le cours de l'évaluation des incidences sur l'environnement, l'administration constate que les coûts réels de l'évaluation des incidences dépasseront de plus de 10 % le rétribution déjà payée, elle notifie sans délai au demandeur une invitation à payer une rétribution complémentaire. A défaut du paiement de cette rétribution complémentaire dans un délai de 10 jours à dater de la notification de l'invitation à payer, le demandeur est considéré avoir renoncé à sa demande.

CHAPITRE III. — L'évaluation des incidences sur l'environnement d'une activité pour laquelle un permis ou une autorisation ont été octroyés

Art. 20. L'évaluation des incidences sur l'environnement d'activités pour lesquelles un permis ou une autorisation ont été octroyés s'effectue entre autres au moyen de programmes de surveillance et d'examens continus des incidences sur l'environnement, conformément à l'article 29 de la loi.

Art. 21. A l'appui de l'évaluation des incidences sur l'environnement précitée, le titulaire de permis ou d'autorisation peut être tenu de soumettre annuellement à l'administration un rapport sur la manière dont l'activité ayant fait l'objet du permis ou de l'autorisation a été exercée.

Le ministre arrête la liste des activités pour lesquelles un rapport d'exercice annuel doit être soumis. Le rapport d'exercice relatif à une année calendrier donnée est soumis avant le 15 mars de l'année calendrier suivante.

Art. 22. § 1. Dans l'évaluation des incidences sur l'environnement, l'administration évalue si l'activité pour laquelle un permis ou une autorisation ont été octroyés reste acceptable pour le milieu marin.

§ 2. Dans les cas où l'administration juge que l'activité n'est plus acceptable, elle requiert de l'autorité compétente le retrait du permis ou de l'autorisation.

§ 3. Dans les cas où l'administration juge que l'activité reste acceptable elle peut préconiser une modification ou une extension :

- des conditions auxquelles l'activité est mise en œuvre ou exécutée;
- du monitoring des incidences de l'activité;
- des bénéfices environnementaux prévus pour compenser les incidences négatives de l'activité.

A cet égard l'administration peut requérir de l'autorité compétente une suspension du permis ou de l'autorisation.

Art. 23. Lorsque l'activité pour laquelle un permis ou une autorisation ont été octroyés possède une dimension transfrontière, il est procédé à des programmes de surveillance et examens continus des incidences sur l'environnement suffisants pour permettre une évaluation des incidences sur l'environnement de l'activité dans les cas où l'administration constate que celle-ci peut avoir des effets considérables sur le milieu marin dans d'autres Etats membres de l'Union européenne et/ou Parties contractantes de la Convention d'Espoo ainsi que dans les cas où les autorités compétentes de ces Etats membres ou Parties contractantes en font la demande.

Si les résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement rendent plausible l'apparition d'incidences négatives considérables ou de facteurs susceptibles d'y conduire, l'Etat membre ou la Partie contractante concernés en sont immédiatement informés et il peut être procédé à une concertation sur les mesures destinées à limiter ou à éliminer ces incidences.

Art. 24. § 1. Lorsque l'administration procède à des programmes de surveillance et examens continus des incidences sur l'environnement en vue de l'évaluation des incidences sur l'environnement d'activités particulières pour lesquelles un permis ou une autorisation ont été octroyés, le titulaire du permis ou de l'autorisation est tenu, conformément aux articles 29 et 30 de la loi, de rembourser les coûts de ces programmes de surveillance, examens des incidences sur l'environnement et évaluations d'incidences sur l'environnement.

Les programmes de surveillance et examens des incidences sur l'environnement sont choisis en fonction des besoins du dossier et de manière raisonnable. Si possible, l'administration fait ce choix en consultation avec le titulaire du permis ou de l'autorisation.

§ 5. De aanvrager betaalt de verschuldigde retributie binnen een termijn van dertig dagen na de betekening bedoeld in § 2.

§ 6. Indien bij afsluiting van de milieu-effectenbeoordeling blijkt dat de werkelijke kosten van de milieu-effectenbeoordeling lager zijn dan de betaalde retributie, stort het bestuur het saldo terug aan de aanvrager van de vergunning of machtiging.

Indien tijdens de milieu-effectenbeoordeling het bestuur vaststelt dat de werkelijke kosten van de milieu-effectenbeoordeling de betaalde retributie met meer dan 10 % zal overschrijden, dan betekent hij onverwijld aan de aanvrager een aanvraag tot betaling van een aanvullende retributie. Bij gebrek aan betaling van deze aanvullende retributie binnen een termijn van 10 dagen te rekenen vanaf de betekening van de aanvraag, wordt de aanvrager geacht afstand te doen van zijn aanvraag.

HOOFDSTUK III. — De milieu-effectenbeoordeling van een vergunde of gemachtigde activiteit

Art. 20. De milieu-effectenbeoordeling van activiteiten waarvoor een vergunning of machtiging is verleend, gebeurt onder meer middels toezichtsprogramma's en permanente milieu-effectenonderzoeken overeenkomstig artikel 29 van de wet.

Art. 21. Ter ondersteuning van voornoemde milieu-effectenbeoordeling kan de vergunninghouder of machtiginghouder worden verplicht tot het jaarlijks indienen bij het bestuur van een verslag van de wijze waarop de vergunde of gemachtigde activiteit werd uitgevoerd.

De minister stelt de lijst vast van de activiteiten waarvoor jaarlijks een uitvoerings-verslag moet worden ingediend. Het uitvoerings-verslag inzake een gegeven kalenderjaar wordt ingediend vóór 15 maart van het navolgende kalenderjaar.

Art. 22. § 1. Bij de milieu-effectenbeoordeling evalueert het bestuur de verdere aanvaardbaarheid van de vergunde of gemachtigde activiteit voor het mariene milieu.

§ 2. In de gevallen waar het bestuur de activiteit niet langer aanvaardbaar acht, verzoekt het de bevoegde overheid om een intrekking van de vergunning of machtiging.

§ 3. In de gevallen waar het bestuur de activiteit aanvaardbaar blijft achten, kan het bestuur een wijziging of uitbreiding voorstaan van :

- de voorwaarden waaronder de activiteit wordt uitgeoefend of verricht;
- de monitoring van de effecten van de activiteit;
- de compensatie in milieuvoordelen voor de nadelige effecten van de activiteit.

In dit verband kan het bestuur de bevoegde overheid verzoeken om een schorsing van de vergunning of machtiging.

Art. 23. Wanneer de vergunde of gemachtigde activiteit een activiteit met grensoverschrijdende dimensie is, worden toezichtsprogramma's en permanente milieu-effectenonderzoeken uitgevoerd strekkende tot de milieu-effectenbeoordeling van de activiteit in de gevallen waar door het bestuur is vastgesteld dat de activiteit aanzienlijke effecten kan hebben op het mariene milieu in andere lid-Staten van de Europese Unie en/of verdragsluitende partijen bij het Verdrag van Espoo en in de gevallen waar de bevoegde overheden van deze lid-Staten en verdragsluitende partijen er om verzoeken.

Indien de resultaten van de milieu-effectenbeoordeling aannemelijk maken dat er zich aanzienlijke nadelige effecten voordoen of dat er factoren zijn die hiertoe kunnen leiden, wordt de betrokken lid-Staat of verdragsluitende partij onmiddellijk hierover ingelicht en kan worden overgegaan tot onderling overleg inzake de maatregelen om de effecten te beperken of te vernietigen.

Art. 24. § 1. Wanneer het bestuur overgaat tot toezichtsprogramma's en permanente milieu-effectenonderzoeken strekkende tot de milieu-effectenbeoordeling van bepaalde vergunde of gemachtigde activiteiten, is overeenkomstig de artikelen 29 en 30 van de wet de vergunninghouder of machtiginghouder gehouden tot vergoeding van de kosten voor deze toezichtsprogramma's, milieu-effectenonderzoeken en milieu-effectenbeoordeling.

De uit te voeren toezichtsprogramma's en milieu-effectenonderzoeken worden geselecteerd overeenkomstig de noodwendigheden van het dossier en naar redelijkheid. Indien mogelijk verricht het bestuur de selectie met inspraak met de vergunninghouder of machtiginghouder.

§ 2. La rétribution comporte deux parties:

1° une indemnité pour les frais administratifs de traitement du dossier, fixée suivant le nombre de journées de travaux par homme nécessaires sur base d'un tarif de 395 EURO (à l'indice 112.37- base 1996), indexé annuellement suivant l'indice des prix à la consommation;

2° une indemnité pour les programmes de surveillance, examens des incidences et évaluations des incidences sur l'environnement choisis conformément au § 1^{er}, comptée au prix coûtant.

La rétribution est payable à l'administration sur présentation d'un état de dépenses. Elles est versée au numéro de compte désigné à cette fin par le ministre conformément à l'article 18.

A défaut de paiement de la rétribution dans les délais prévus l'administration peut, après mise en demeure, requérir de l'autorité compétente soit une diminution de la durée de validité du permis ou de l'autorisation, soit le retrait du permis ou de l'autorisation.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 25. L'arrêté royal du 20 décembre 2000 fixant les règles relatives à l'évaluation des incidences sur l'environnement en application de la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique est abrogé.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 septembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget et des Entreprises publiques,
J. VANDE LANOTTE

§ 2. De retributie omvat twee delen :

1° een vergoeding voor de administratieve kost van de dossier-behandeling, te begroten naar de vereiste mandagen, op basis van een tarief van 395 EURO (index 112,37, basis 1996) per mandag, jaarlijks te indexeren volgens de index der consumptieprijsen;

2° een vergoeding voor de uitgevoerde toezichtsprogramma's, milieu-effectenonderzoeken en milieueffecten-beoordelingen geselecteerd conform § 1, te begroten naar kostprijs.

De retributie is betaalbaar aan het bestuur op vertoon van de onkostenstaat. Zij wordt gestort op het daartoe door de minister bepaald rekeningnummer, overeenkomstig artikel 18.

Bij gebrek aan tijdige betaling van de retributie en na ingebrekestelling kan het bestuur aan de bevoegde overheid verzoeken om de geldingsduur van de vergunning of machtiging in te korten dan wel de vergunning of machtiging in te trekken.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 25. Het koninklijk besluit van 20 december 2000 houdende de regels betreffende de milieu-effectenbeoordeling in toepassing van de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België wordt opgeheven.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 september 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting en Overheidsbedrijven,
J. VANDE LANOTTE

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 3586

[2003/07248]

12 AOUT 2003. — Arrêté royal relatif à la formation continue des officiers du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et des officiers de réserve des forces armées, notamment les articles 26bis, inséré par la loi du 11 juin 1998, et 40, modifié par la loi du 22 mars 2001;

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 10, § 1^{er}, modifié par la loi du 20 mai 1994;

Vu l'arrêté royal du 7 février 1994 relatif à la formation continuée des officiers subalternes du cadre actif des forces armées et aux épreuves professionnelles imposées aux officiers de carrière des forces armées en vue de l'avancement au grade de major ou à un grade équivalent, modifié par les arrêtés royaux des 14 mars 1996, 18 mars 1997, 30 janvier 1998, 20 juillet 1998 et 8 octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 28 juillet 1995 relatif à la procédure d'appréciation des militaires du cadre actif et du cadre de réserve, notamment l'article 9, § 8, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1998;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1998 relatif à la formation continue des officiers supérieurs du cadre actif des forces armées;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 relatif au passage au sein de la même catégorie du personnel et à la promotion sociale vers une catégorie de personnel supérieure, notamment l'article 16, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 2003;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 3586

[2003/07248]

12 AUGUSTUS 2003. — Koninklijk besluit betreffende de voortgezette vorming van de officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven voor de bevordering tot de graad van majoor

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren en de reserveofficieren van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 26bis, ingevoegd bij de wet van 11 juni 1998, en 40, gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001;

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 10, § 1, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994;

Gelet het koninklijk besluit van 7 februari 1994 betreffende de voortgezette vorming van de lagere officieren van het actief kader van de krijgsmacht en de beroepsproeven, door de beroepsofficieren van de krijgsmacht af te leggen met het oog op de bevordering tot de graad van majoor of tot een gelijkwaardige graad, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 maart 1996, 18 maart 1997, 30 januari 1998, 20 juli 1998 en 8 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 juli 1995 betreffende de beoordelingsprocedure voor de militairen van het actief kader en van het reservekader, inzonderheid op artikel 9, § 8 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1998 betreffende de voortgezette vorming van de hoofdofficieren van het actief kader van de krijgsmacht;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 betreffende de overgang binnen dezelfde personeelscategorie en de sociale promotie naar een hogere personeelscategorie, inzonderheid op artikel 16, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 mei 2003;